

RAPPORT FINANCIER
SEMESTRIEL 2010



BARBARA BUI

BARBARA BUI

SOMMAIRE

Introduction	Commentaires des données chiffrées du semestre	3
Partie 1	Comptes consolidés	5
Partie 2	Principes comptables	9
Partie 3	Notes annexes	14
Partie 4	Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle (Période du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2010)	23
Partie 5	Déclaration du responsable du rapport financier semestriel	24

Comptes consolidés 1^{er} semestre 2010

COMMENTAIRES DES DONNEES CHIFFRES DU SEMESTRE

En millions d'euros	S1 2010	S1 2009	Var. %
Chiffre d'affaires	14,4	15,6	- 7%
Total consolidé dont :			
- Activité Boutiques (retail)	6,3	5,8	+ 9%
- Activité Diffusion(wholesale)	8,1	9,8	- 17%

Confirmation de la reprise dans l'activité Boutiques

Au 1^{er} semestre 2010, le Groupe BARBARA BUI réalise un chiffre d'affaires de 14,4 M€, en repli limité à 7% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires du 2^{ème} trimestre est stable par rapport à 2009, une performance qui s'appuie sur le rebond de l'activité Boutiques :

Confirmant la reprise d'activité déjà constatée au 1^{er} trimestre et malgré la comptabilisation d'une seule journée de soldes contre sept sur la même période de 2009, le chiffre d'affaires du réseau Boutiques enregistre une croissance de 10% au 2^{ème} trimestre. Pour l'ensemble du 1^{er} semestre, le chiffre d'affaires progresse de 9% et atteint 6,3 M€.

Conformément aux anticipations du Groupe, le chiffre d'affaires de l'activité Diffusion est en repli de 12% au 2^{ème} trimestre, une baisse moins forte qu'au 1^{er} trimestre grâce à l'accélération des livraisons de la collection Automne/Hiver 2010 qui génère un chiffre d'affaires d'1,2 M€ contre 1 M€ l'an dernier.

Des résultats positifs

Le recul du chiffre d'affaires de 1,1 M€ a entraîné une baisse de la marge brute de 0,5 M€, cependant le taux de marge brute est en progression de plus d'un point à 56%.

Les efforts engagés en 2009 visant à contenir au maximum les dépenses opérationnelles du Groupe continuent de produire leurs effets. Les frais de commercialisation sont par conséquent en baisse de 0,3 M€ et les charges administratives reculent également de 0,1 M€.

L'accord trouvé avec le propriétaire du flagship « Montaigne » sur le montant du loyer à fixer dans le cadre de la procédure de renouvellement doit être considéré comme un des faits marquants du 1^{er} semestre 2010. Cet accord a non seulement pour effet de garantir le positionnement de la marque sur l'avenue Montaigne jusqu'en 2020 mais rend également obsolète la provision de 0,4 M€ constituée en 2009 pour couvrir le risque d'augmentation de

loyer. Cette provision a par conséquent été reprise au 1^{er} semestre 2010.

Le Groupe a également bénéficié de la forte progression du dollar, et le résultat financier ressort positif avec 154 K€ de profits de change. L'ensemble de ces éléments permet au Groupe de retrouver l'équilibre dès le 1^{er} semestre avec un résultat net de +230 K€ contre une perte de -223K€ pour le 1^{er} semestre 2009.

Exploitation de la boutique Faubourg St Honoré

Les importants travaux concernant la complète réhabilitation de l'immeuble voisin qui ont débuté en mars 2010 devraient continuer de perturber l'exploitation de notre point de vente jusqu'au printemps 2011. Toutefois, malgré ce handicap, les performances de la boutique sont toujours en progression.

En milliers d'euros	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
Chiffre d'affaires	955	928	1 949
Résultat opérationnel hors amortissements	- 17	- 70	- 186
Dotations aux amortissements	- 115	- 113	- 229
Résultat opérationnel	- 132	- 183	- 415

La structure financière continue de se renforcer

La marge brute d'autofinancement générée par le Groupe au 1^{er} semestre 2010 (298 K€) et la diminution sensible des stocks (898 K€) ont fortement contribué à l'amélioration de la trésorerie.

Les investissements ont été maintenus à un niveau très bas (194 K€), alors que le Groupe a remboursé dans le même temps 281 K€ d'emprunt moyen terme.

Le Groupe dispose ainsi au 30 juin 2010 d'une trésorerie disponible de 4,6 M€ contre 3,1 M€ au 30 juin 2009 et compte 2,9 M€ de dettes moyen terme soit 30% de ses capitaux propres.

Versement des Dividendes

La société rappelle à ses actionnaires qu'elle ne versera pas de dividende en 2010.

Perspectives 2010

Comme indiqué en mars dernier, le carnet de commandes de la collection Automne-Hiver 2010, contribuant au chiffre d'affaires du 2nd semestre, marque une nette inflexion de tendance et s'inscrit en repli contenu de 7%. Toutefois, la prudence des clients face à un environnement macro-économique incertain, associée à la volonté du Groupe de limiter ses engagements sur les zones à risque, pèse toujours sur le redémarrage de l'activité Diffusion.

Le Groupe confirme donc anticiper, pour l'ensemble de l'exercice, un chiffre d'affaires en retrait d'environ 15% pour cette activité. Dans le réseau Boutiques, les bonnes performances du début d'année confortent la confiance du Groupe dans la capacité de cette activité à générer un chiffre d'affaires en croissance de 5 à 10% en 2010.

La direction du Groupe n'a pas relevé d'évolution majeure des facteurs de risques tels qu'ils sont présentés de façon détaillée en page 42 du document de référence 2009. Sur la base de ces éléments, le Groupe BARBARA BUI réaffirme son objectif de retour rapide à l'équilibre. Tout au long de l'exercice, le Groupe poursuivra une politique de gestion rigoureuse pour conserver des fondamentaux économiques solides et ainsi préserver sa pleine capacité à profiter de la reprise en cours.

1 COMPTES CONSOLIDES

1.1 Bilan consolidé au 30 juin 2010

ACTIF (en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
Ecart d'acquisition	1			
Immobilisations incorporelles	1	1 961	1 966	1 961
Immobilisations corporelles	1	3 847	4 332	4 003
Immobilisations financières	1	681	708	693
Impôts différés	2	983	1 033	1 065
Autres actifs non courants				
Actifs non courants		7 472	8 039	7 722
Stocks	3	5 124	6 134	6 022
Clients et comptes rattachés	4	2 321	2 478	2 010
Créances d'impôts courants	9	583	657	794
Autres créances	5	529	248	195
Autres actifs courants	5			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		4 631	3 152	3 622
Actifs courants		13 188	12 668	12 643
Total de l'actif		20 660	20 708	20 366

PASSIF (en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
Capital		1 079	1 079	1 079
Primes		4 648	4 648	4 648
Réserves consolidées		3 820	4 146	4 151
Résultat de l'exercice		230	-223	-326
Capitaux propres part du groupe	10	9 777	9 651	9 551
Intérêts minoritaires				
Capitaux propres		9 777	9 651	9 551
Provisions pour pensions et retraites	6	84	67	71
Provisions pour risques et charges (part à + 1 an)	6			
Dettes financières (part à +1 an)	7	2 428	2 890	2 641
Passifs d'impôts différés	2	112	82	97
Autres passifs non courants				
Passifs non courants		2 624	3 038	2 809
Dettes financières (part à -1 an)	7	513	696	539
Provisions pour risques et charges (part à -1 an)	6	593	419	983
Fournisseurs et comptes rattachés	8	4 809	4 102	4 052
Dettes d'impôts courants	9	151	282	303
Autres dettes	8	2 193	2 521	2 129
Autres passifs courants				
Passifs courants		8 259	8 019	8 006
Total du passif		20 660	20 708	20 366

1.2 Compte de résultat consolidé au 30 juin 2010

Compte de résultat (en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
Produits des activités ordinaires	15	14 425	15 569	30 241
Coût des ventes		-6 345	-7 023	-13 372
Marge brute		8 080	8 546	16 869
Frais de commercialisation		-6 925	-7 262	-14 017
Charges administratives		-1 266	-1 467	-2 620
Autres produits et charges opérationnels courants	11	491	-80	-517
Résultat opérationnel courant		380	-264	-285
Autres produits et charges opérationnels	12		-92	-92
Résultat opérationnel		380	-356	-377
Résultat financier net	13	85	-58	-161
Charges d'impôts	14	-235	191	212
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		230	-223	-326
Résultat net d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession				
Résultat Net - part du groupe		230	-223	-326
Résultat net par action		0,34	-0,33	-0,48
Nombre d'action retenu pour le calcul		674 650	674 650	674 650
Résultat dilué par action		0,34	-0,33	-0,48
Nombre d'action retenu pour le calcul		674 650	674 650	674 650

1.3 Etat du résultat Global

Etat du résultat global (en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
Résultat net		230	-223	-326
Variations relatives aux :				
Impôts sur les éléments du résultat global				
Quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées				
Résultat global total	16	230	-223	-326

1.4 Tableau des flux de trésorerie au 30 juin 2010

Tableau des flux de trésorerie (en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
Résultat net des sociétés intégrées		230	-223	-326
Amortissements et provisions hors actif circulant		-45	560	1 498
Variation des impôts différés		97	-182	-201
Plus-values de cession		16	92	92
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		298	247	1 062
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence				
Variation des stocks et en-cours	3	898	569	681
Variation des clients et comptes rattachés	4	-311	170	637
Variation des fournisseurs et comptes rattachés		757	-1 621	-1 671
Variation des autres créances et dettes		-211	234	-221
Variation du besoin en fonds de roulement		1 134	-648	-573
Flux net de trésorerie généré par l'activité		1 432	-401	489
Acquisitions d'immobilisations	1	-194	-111	-165
Cessions d'immobilisations		14	2	34
Incidence des variations de périmètre				
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-180	-109	-131
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère				-114
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées				
Incidences des acquisitions et cessions de titres Barbara Bui		-4	-2	2
Augmentations de capital en numéraire				
Emissions d'emprunts	7	43		
Remboursements d'emprunts	7	-281	-297	-589
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement		-242	-299	-701
Incidence de la variation de cours des devises				
Variation de trésorerie		1 010	-809	-343
Trésorerie d'ouverture		3 611	3 954	3 954
Trésorerie de clôture		4 620	3 144	3 611
Dont valeurs mobilières de placement		2 392	841	2 258
Dont disponibilités		2 239	2 311	1 364
Dont découverts bancaires		-6	-8	-6

1.5 Variation des capitaux propres 30 juin 2010

Variation des Capitaux propres (en milliers d'euros)	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Total des capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2008	1 079	4 648	2 885	1 378	9 990		9 990
Affectation Résultat 2008			1 378	-1 378			
Acquisitions / cessions d'actions Barbara Bui			-2		-2		-2
Dividendes distribués			-115		-115		-115
Résultat consolidé 1er semestre 2009				-223	-223		-223
Capitaux propres au 30 juin 2009	1 079	4 648	4 146	-223	9 651		9 651
Acquisitions / cessions d'actions Barbara Bui			4		4		4
Dividendes distribués			0		0		0
Résultat consolidé 2ème semestre 2009				-104	-104		-104
Capitaux propres au 31 décembre 2009	1 079	4 648	4 151	-326	9 551		9 551
Affectation Résultat 2009			-326	326			
Acquisitions / cessions d'actions Barbara Bui			-4		-4		-4
Dividendes distribués							
Résultat consolidé 1er semestre 2010				230	230		230
Capitaux propres au 30 juin 2010	1 079	4 648	3 820	230	9 777		9 777

2 PRINCIPES COMPTABLES

2.1 Cadre général

Les comptes consolidés résumés du 1^{er} semestre 2010 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 8 septembre 2010. Ils sont établis en conformité avec la norme IAS 34 et les normes et interprétations comptables internationales (IAS/IFRS) adoptées dans l'Union Européenne et applicables au 30 juin 2010. Ces normes et interprétations sont appliquées de façon constante sur les périodes présentées.

Les comptes semestriels sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes annuels.

Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, et incorporels, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, ainsi que des hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel et des impôts différés.

Les normes, amendements et interprétations qui concernent le groupe Barbara Bui, appliqués depuis le 1^{er} janvier 2010, sont les suivants :

IFRS 3 révisée sur les regroupements d'entreprises ;
IAS 27 révisée – Etats Financiers individuels et consolidés ;

L'application de ces textes au premier semestre 2010 est sans impact sur les comptes du groupe.

2.2 Effet de l'amendement IAS 38

A compter de l'exercice 2009, les frais de publicité et promotion sont enregistrés en charges lors de leur réception ou de leur production si il s'agit de biens ou lors de la réalisation des prestations si il s'agit de services. L'effet du changement de méthode sur les capitaux propres au 1^{er} janvier 2008 s'analyse de la façon suivante :

En milliers d'euros	Impact au 1 ^{er} janvier 2008
Impôts différés	274
Autres actifs courants	-822
Capitaux propres consolidés	-548

Les autres actifs courants correspondent à des charges constatées d'avance, principalement des frais de commercialisation et de publicité, qui ne produisent leurs effets qu'à partir des exercices suivants, à savoir au 31 décembre 2007 les coûts de la collection, du défilé et des salons engagés sur les saisons été 2008 et hiver 2008.

En 2009, les effets de l'application de l'amendement IAS 38 sont importants car la crise a conduit le groupe à réduire fortement ces coûts et en particulier les frais de commercialisation et de publicité.

En milliers d'euros	Impact sur le résultat au 30 juin 2009
Frais de commercialisation	239
Impôts différés	-79
Résultat net – part du Groupe	160

En milliers d'euros	Impact sur le résultat 2009
Frais de commercialisation	519
Impôts différés	-173
Résultat net – part du Groupe	346

Lorsque les actifs sont vendus ou cédés, l'écart entre le produit net et la valeur nette comptable des actifs est enregistré respectivement comme un produit ou une charge dans les autres produits et charges opérationnels.

Contrats de location - financement et locations simples (IAS 17)

Les immobilisations faisant l'objet d'un contrat de location – financement ayant pour effet de transférer au groupe les avantages et les risques inhérents à la propriété sont comptabilisés à l'actif en immobilisations corporelles (terrains, bâtiments et équipements). A la signature du contrat de location – financement, le bien est comptabilisé à l'actif pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou bien, si elle est plus faible, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Ces immobilisations sont amorties suivant la méthode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée déterminée selon les mêmes critères que ceux utilisés pour les immobilisations dont le groupe est propriétaire. La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est inscrite au passif. Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Dépréciation des actifs (IAS 36)

Comme pour les immobilisations incorporelles (droits aux baux) le groupe réalise régulièrement des tests de valeur de ses actifs. Ces tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre leur valeur vénale et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.

Ce test de valeur est réalisé dès que ces immobilisations incorporelles génèrent des pertes d'exploitation du fait d'éléments internes ou d'évènements externes, et qu'il n'est pas envisagé, dans le cadre du budget annuel ou du plan d'affaires qui leur est associé, un redressement significatif.

Dans le cas où le test de valeur annuel révèle une juste valeur inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée pour ramener la valeur comptable de l'immobilisation ou de l'écart d'acquisition à sa juste valeur.

Lorsque la juste valeur d'une immobilisation corporelle s'apprécie au cours d'un exercice et que la valeur recouvrable excède la valeur comptable de l'actif, les éventuelles pertes de valeur constatées lors d'exercices précédents sont reprises en résultat.

Stocks et en cours (IAS 2)

Les stocks sont évalués au plus faible soit du coût, soit de la valeur nette de réalisation.

Le coût des achats des matières premières, fournitures et produits finis achetés comprend le prix d'achat et les autres coûts directement attribuables à l'acquisition.

Le coût des travaux en cours et des produits finis manufacturés comprend les charges de main d'œuvre directe, les fournitures ainsi que les autres coûts directement liés notamment les frais d'approche.

Les frais financiers ne sont pas intégrés dans le coût.

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré.

Les stocks sont dépréciés à leur valeur nette de réalisation dès lors qu'il existe un indice que cette valeur est inférieure aux coûts.

La dépréciation est reprise dès que les circonstances ayant conduit à déprécier la valeur des stocks cessent d'exister.

Créances clients

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Les provisions pour dépréciation sont constituées pour couvrir les risques de non recouvrement total ou partiel de la créance.

Disponibilités (IAS 7 et 39)

Les disponibilités et équivalents de trésorerie sont principalement constitués de comptes de caisse, de comptes bancaires et de valeurs mobilières de placement répondant aux critères suivants (AFG-AFTE 8 mars 2006) :

- placements à court terme ;
- très liquides ;
- facilement convertibles en un montant connu de trésorerie ;
- soumis à un niveau négligeable de changement de valeur.

Les valeurs mobilières ne répondant pas à ces critères sont reclassées en autres actifs non courants.

Les valeurs mobilières de placement sont réévaluées à leur juste valeur par le compte de résultat financier.

Avantages au personnel (IAS 19)

Après leur départ en retraite, les anciens salariés du groupe perçoivent des pensions selon des systèmes conformes aux réglementations locales.

En France, à leur départ en retraite, les salariés du groupe reçoivent une indemnité dont le montant varie en fonction de l'ancienneté et des autres modalités de la convention collective dont ils relèvent. Les engagements du groupe en matière de retraite et d'indemnités de départ en retraite sont déterminés en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière. Ces engagements sont couverts par des provisions inscrites au bilan.

Actifs et passifs financiers (IAS 32 et 39)

L'évaluation et la comptabilisation des actifs financiers sont définies dans les normes IAS 32 et IAS 39. La variation de juste valeur des actifs financiers courants est comptabilisée en résultat.

Actions Barbara Bui auto détenues

Les actions Barbara Bui détenues par le groupe sont comptabilisées à leur coût d'acquisition en déduction des capitaux propres consolidés quel que soit l'objet de leur détention. Les résultats de cessions sont inscrits directement en capitaux propres pour leur montant net d'impôts.

Provisions pour risques et charges (IAS 37)

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers, dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources.

Si le montant ou l'échéance ne peuvent être estimés avec suffisamment de fiabilité, alors il s'agit d'un passif éventuel qui constitue un engagement hors bilan.

2.5 Principes comptables du compte de résultat

Comptabilisation du chiffre d'affaires (IAS 18)

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de marchandises ou de services est comptabilisé net des remises et des avantages commerciaux consentis et des taxes sur vente, dès lors que le transfert aux clients des risques et avantages inhérents à la propriété a eu lieu ou que le service a été rendu.

Frais de publicité et de promotion

Les frais de publicité et de promotion incluent le coût de la réalisation des supports publicitaires, des achats d'espace média, les frais de salon et de présentation des collections, la fabrication des catalogues et de manière générale, le coût de l'ensemble des activités destinées à la promotion des produits du groupe.

Ces frais sont enregistrés en charge lors de leur réception ou de leur production s'il s'agit de biens, ou lors de leur réalisation s'il s'agit de services.

Autres produits et charges

Les autres produits et charges :

- qui relèvent des activités ordinaires de l'entreprise sont inclus dans les autres produits et charges opérationnels courants,
- qui ne relèvent pas de l'activité courante sont inclus dans les autres produits et charges opérationnels.

Résultat financier (IAS 16 et 23)

Le résultat financier comprend le coût de l'endettement financier brut, les produits de trésorerie et les autres charges et produits financiers.

Toutes les charges d'intérêt sont constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues. En application des normes IAS 16 et IAS 23, les intérêts des emprunts affectés à l'acquisition des actifs corporels sont comptabilisés en charges financières et ne sont pas immobilisés dans le coût de l'actif.

Impôts sur les résultats (IAS 12)

Les différences temporaires entre résultats fiscaux et sociaux donnent lieu à la constatation d'impôts différés dans les comptes consolidés. Le taux retenu pour leur évaluation correspond au taux applicable au mode de réalisation le plus probable de la différence temporaire. Les actifs et les passifs d'impôts différés quelle que soit leur échéance sont compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale. La part des impôts différés actifs, dont la récupération ne semble pas pouvoir intervenir à moyen terme n'est pas comptabilisée à l'actif du bilan. En revanche leurs montants sont indiqués pour information en annexe.

Résultat par action (IAS 33)

Le résultat par action est calculé sur la base du résultat net part du groupe divisé par le nombre total d'actions.

Le résultat dilué par action est identique au résultat par action. Aucun instrument dilutif n'existe dans le groupe.

2.6 Autres principes comptables**Conversion des éléments en devises (IAS 21)****Conversion des comptes des sociétés intégrées**

S'agissant en totalité de filiales étrangères non autonomes, la méthode du cours historique est appliquée. Les éléments non monétaires des postes des bilans y compris les capitaux propres sont convertis au cours historique. Les éléments monétaires des postes des bilans sont convertis au cours de change à la date de clôture de l'exercice. Les comptes de résultats sont convertis à un cours moyen annuel. Les écarts de conversion sont inscrits au compte de résultat consolidé.

Autres éléments en devises

Les produits et charges en devises sont convertis au cours moyen mensuel. En fin d'exercice, les actifs et passifs exprimés en devises sont convertis au cours de clôture. Les différences de change résultant de la conversion des transactions en devises sont incluses dans le compte de résultat.

Secteurs opérationnels (IFRS 8)

Le groupe Barbara Bui compte 2 secteurs opérationnels, l'activité Boutiques d'une part et l'activité Diffusion d'autre part, qui se distinguent par des coefficients de marge, des montants d'investissement, des charges opérationnelles et des risques clients structurellement différents. Ils correspondent aux 2 axes selon lesquels sont organisés le reporting interne et la gestion du groupe.

L'activité Boutiques bénéficie de taux de marge brute importants liés à un chiffre d'affaires détail, mais nécessite des investissements corporels et incorporels élevés ainsi que de lourdes charges opérationnelles (loyers et frais de personnels).

L'activité Diffusion génère des marges brutes plus faibles mais nécessite des investissements et des charges opérationnelles plus limités.

Les performances de chacun de ces secteurs sont régulièrement analysées par le P.D.G., principal décideur opérationnel, qui peut alors allouer les ressources nécessaires.

Ces secteurs opérationnels restent issus d'un même métier et sont concentrés au sein d'une même entité juridique, ce qui entraîne nécessairement la mise en commun d'éléments d'actif, de passif et de charges. Aussi, par référence à la norme, conduisant à éliminer toute clé de répartition arbitraire dans le but de communiquer une information pertinente, les éléments communs qui ne peuvent être affectés figurent :

- en charges non affectées,
- en actifs ou passifs non affectés.

3 NOTES ANNEXES

Note 1. Immobilisations

Immobilisations	Ecart d'acquisition	Immobilisations incorporelles			Immobilisations corporelles	Immobilisations financières
		Droits aux baux	Logiciels	Total		
au 31/12/2009						
Valeur brute	50	2 104	74	2 178	9 954	693
Amortissements et dépréciations	-50	-152	-65	-217	-5 951	
Valeur nette		1 952	9	1 961	4 003	693
Variation 2010						
Acquisition			5	5	188	2
Cessions et reprises					-16	-14
Amortissements et dépréciations			-5	-5	-327	
Valeur nette au 30 juin 2010		1 952	9	1 961	3 847	681
au 30/06/2010						
Valeur brute	50	2 104	79	2 183	9 978	681
Amortissements et dépréciations	-50	-152	-70	-222	-6 131	
Valeur nette		1 952	9	1 961	3 847	681

L'écart d'acquisition se compose conformément aux principes IFRS de l'écart de première consolidation constaté lors de l'acquisition de la filiale Alain Tondowski Sarl (20 K€) auquel s'ajoute le coût d'acquisition de la marque Alain Tondowski Sarl (30 K€). Les faibles perspectives liées à cette activité ont entraîné une dépréciation totale de cet actif.

Les droits aux baux inscrits au bilan pour 2 104 K€ correspondent aux locaux ayant fait l'objet par le passé d'un rachat de pas de porte, à savoir :

- 5 boutiques à Paris (rue Etienne Marcel et rue de Grenelle),
- 2 boutiques à Milan (Via Manzoni, via Sant'Andrea),
- le centre administratif et show room du 32 rue des Francs Bourgeois.

Les autres baux, dont le groupe est également propriétaire, ont été négociés sans rachat de pas de porte, à savoir :

- 4 boutiques à Paris, dont la boutique de la rue du Faubourg St Honoré ouverte en septembre 2008. Les autres se situent Avenue Montaigne, rue des St Pères, rue des Francs Bourgeois.
- 1 boutique à New York (Soho).

En ce qui concerne la boutique située rue de Grenelle (Paris), les perspectives et les conditions de marché actuelles ont conduit à maintenir la dépréciation constatée au 31 décembre 2008 (152 K€) qui valorise le bail à 300 K€ à l'actif du bilan.

Les immobilisations financières sont principalement constituées par les loyers d'avance versés en garanties au titre de l'ensemble des locaux loués par le groupe.

Note 2. Impôts différés

(en milliers d'euros)	Au 31/12/09	Variations de l'exercice	Au 30/06/10
Barbara Bui SA	731	-193	538
Kabuki Inc.	262	98	360
Alain Tondowski Sarl			
BBK Holding			
BBK Distribution	72	13	85
BB Italie Srl	-97	-15	-112
Total général	968	-97	871
Impôts différés actifs	1 065		983
Impôts différés passifs	97		112

Complément d'information sur les impôts différés actifs

76 K€ concernant la société Alain Tondowski Sarl et 51 K€ concernant la société Barbara Bui Italie Srl, n'ont pas été enregistrés, faute de perspectives de récupération suffisantes.

Note 3. Stocks

(en milliers d'euros)	Matières 1 ^{ères} et fournitures	Produits finis	March- andises	Total
Au 31/12/2009				
Valeur brute	1 310	4 766	1 033	7 109
Dépréciations	-302	-692	-92	-1 087
Valeur nette	1 008	4 073	941	6 022
Variation 2010				
Variations des stocks	217	-823	-231	-836
Variation des dépréciations	-118	43	14	-62
Valeur nette au 30/06/10	1 108	3 293	723	5 124
Au 30/06/2010				
Valeur brute	1 528	3 943	802	6 272
Dépréciations	-420	-649	-79	-1 148
Valeur nette	1 108	3 293	723	5 124

Note 4. Clients et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	
Au 31/12/2009	
Valeur brute	2 621
Dépréciations	-611
Valeur nette	2 010
Variation 2010	
Variations des comptes clients	257
Variation des dépréciations	53
Valeur nette au 30/06/2010	2 321
Au 30/06/2010	
Valeur brute	2 878
Dépréciations	-557
Valeur nette	2 321

Compte tenu des délais de règlement, la valeur comptable reflète de façon fiable la juste valeur des créances comptabilisées à l'actif.

Tous les clients qui n'avaient pas soldé leurs créances correspondant à la saison A/H 2009 ont été provisionnés au 30/06/2010. Par ailleurs, une analyse au cas par cas des créances clients est réalisée pour évaluer le risque de non recouvrement.

Note 5. Autres créances et actifs courants

Autres créances	Avances fournisseurs	Avances au personnel	Produits à recevoir	Charges constatées d'avance	Débiteurs divers	Total autres créances	Autres actifs courants
Au 31/12/2009							
Valeur brute	40	3	55	89	7	195	
Dépréciations							
Valeur nette	40	3	55	89	7	195	
Variation 2010							
Variations	54	0	-39	317	3	334	
Dépréciations							
Valeur nette au 30 juin 2010	94	4	16	406	9	529	
Au 30/06/2010							
Valeur brute	94	4	16	406	9	529	
Dépréciations							
Valeur nette	94	4	16	406	9	529	

Note 6. Provisions pour risques et charges

(en milliers d'euros)	31/12/2009	Dotation de l'exercice	Utilisation	Reprise de l'exercice	30/06/2010	Part à - 1 an	Part à + 1 an
Engagement retraite	38	7			45		45
Départ personnel BB Italie Srl	34	6			39		39
Litiges	983	128	18	499	593	593	-
Impôts	-	-	-	-	-	-	-
Provisions risques et charges	983	128	18	499	593	593	-
Résultat opérationnel courant		128	18	499			
Autres produits et charges opérationnels							
Charge d'impôts							

Provisions pour engagement de retraite

Les droits sont déterminés à la clôture de l'exercice sur la base des conventions collectives en vigueur dans l'entreprise, en tenant compte de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite ou à l'âge minimum requis pour en bénéficier.

Les principales variables de ce calcul sont les suivantes :

- âge de départ en retraite : 65 ans,
- table de mortalité hommes TD80/90 et femmes TV80/90,
- taux de turnover : - 35 ans = 10%, de 35 à 55 ans = 5%, + 55 ans = 0%,
- taux d'actualisation : 5,5%,
- taux d'inflation : 2%.
- Revalorisation annuelle des salaires : 2%

Engagement de retraite pour les dirigeants

Néant.

Litiges

Les provisions pour litiges correspondent à l'estimation des effets patrimoniaux des risques, litiges, situations contentieuses, réalisés ou probables qui résultent des activités du groupe.

Au 30 juin 2010, les risques de déplaçonnement de loyer en cours ont été provisionnés. Une reprise de provision de 441 K€ a été comptabilisée au 1^{er} semestre 2010 pour tenir compte d'un risque de déplaçonnement de loyer devenu sans objet.

Impôts

Néant.

Note 7. Dettes financières

(en milliers d'euros)	31/12/2009	Nouveaux emprunts	Remboursements	30/06/2010	A -1 an	De 1 à 5 ans
Emprunts à taux variable	-					
Emprunts à taux fixe	3 143		272	2 872	484	2 387
Locations financement	17	42	8	50	16	35
Comptes courants d'associés	5	1		6		6
Intérêts à payer	8		1	7	7	
Total emprunts	3 173	43	281	2 935	507	2 428
Dividendes à payer	-					
Concours bancaires courants	6			6	6	
Total dettes financières	3 179	43	281	2 941	513	2 428

La société mère Barbara Bui SA est la seule société du groupe à souscrire des emprunts moyen terme auprès d'établissements de crédit, la seule devise utilisée étant l'euro. Il n'existe aucun emprunt en devise.

Les garanties afférentes à ces emprunts sont principalement de type nantissement de droit au bail. Seul l'emprunt relatif à l'acquisition du site logistique de Domont est garanti par un privilège de prêteur de deniers.

Ces emprunts ne comportent aucune clause de remboursement anticipé.

A noter : les comptes courants d'associés ne sont pas productifs d'intérêts.

Note 8. Fournisseurs et autres dettes

(en milliers d'euros)	Avances et acomptes clients	Salaires et dettes sociales	Autres dettes	Total autres dettes	Fournisseurs
Au 31/12/2009					
Valeur brute	1 016	823	291	2 129	4 052
Dépréciations					
Valeur nette	1 016	823	291	2 129	4 052
Variation 2010					
Variations	-48	92	21	64	757
Dépréciations					
Valeur nette au 30/06/2010	968	915	311	2 193	4 809
Au 30/06/2010					
Valeur brute	968	915	311	2 193	4 809
Dépréciations					
Valeur nette	968	915	311	2 193	4 809

Les avances clients correspondent à des acomptes versés sur les commandes de la saison hiver 2010.

Les salaires et dettes sociales correspondent aux échéances du mois de juin 2010 réglées en juillet 2010.

Les autres dettes correspondent principalement aux charges à payer.

Note 9. Créances et dettes d'impôts courants

Impôts courants	ACTIF			PASSIF		
	Créances d'impôts sociétés	Créances fiscales hors IS	Total	Dettes d'impôts sociétés	Dettes fiscales hors IS	Total
Au 31/12/2009						
Valeur brute	566	228	794		303	303
Dépréciations						
Valeur nette	566	228	794		303	303
Variation 2010						
Variations	-237	25	-212		-153	-153
Dépréciations						
Valeur nette au 30 juin 2010	329	254	583		151	151
Au 30/06/2010						
Valeur brute	329	254	583		151	151
Dépréciations						
Valeur nette	329	254	583		151	151

Les créances d'impôts société intègrent 300 K€ de crédit d'impôt recherche, le solde de 29 K€ étant constitué par les excédants d'acompte versés.

Note 10. Capitaux propres

Au 30 juin 2010, le capital est constitué de 674 650 actions (674 650 actions aux 31 décembre 2009 et 2008), entièrement libérées, au nominal de 1,60 euros.

441 213 actions bénéficiaient au 30 juin 2010 d'un droit de vote double, accordé aux actions détenues sous forme nominative depuis plus de quatre ans.

Au 30 juin 2010, la valeur brute des actions Barbara Bui détenues dans le cadre du contrat de liquidité s'élevait à 31K€ et le retraitement des plus ou moins values sur les cessions effectuées sur l'exercice diminuent ont un impact non significatif sur les capitaux propres.

Selon la réglementation française, les dividendes sont prélevés sur le résultat de l'exercice et les réserves distribuables de la société mère, après déduction de l'impôt de distribution éventuellement dû et de la valeur des actions auto détenues. Sur l'exercice 2010, la société ne versera pas de dividende.

Note 11. Autres produits et charges opérationnels courants

(en milliers d'euros)	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
Royalties et autres redevances			
Crédit d'impôt recherche		150	300
Pertes et gains sur cessions d'actifs	-13		
Pertes et gains sur créances	65	-126	-223
Litiges, procès et autres produits et charges	411	-130	-689
Remboursements sinistres et transfert de charges	29	32	95
Divers	-0	-6	-1
Autres produits et charges d'exploitation	491	-80	-517

Les litiges procès et autres produits et charges sont principalement constitués par les dotations et reprises de provisions enregistrées dans le cadre des dé plafonnements de loyer.

Note 12. Autres produits et charges opérationnels

(en milliers d'euros)	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
Dotations et reprises de provisions pour risque IS			
Dotations et reprises de provisions en marge des activités courantes			
Impact des contrôles fiscaux			
Litiges et procès en marge des activités courantes			
Pertes et gains sur cessions d'actifs hors exploitation		-92	-92
Autres produits et charges opérationnels		-92	-92

Pour rappel :

Les pertes sur cessions d'actif de -92K€, comptabilisées en 2009 correspondaient à la valeur résiduelle des immobilisations de l'ancien site logistique de Vitry/Seine, remplacé au 1^{er} semestre 2009 par la nouvelle plateforme logistique située à Domont (95).

Note 13. Résultat financier net

(en milliers d'euros)	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
Produits de placement	2	10	13
Intérêts d'emprunts	-72	-85	-166
Coût de la dette financière nette	-70	-75	-153
Escomptes accordés	0	-1	-3
Autres	-0	-0	0
Autres produits et charges financiers	0	-2	-3
Différences de change	189	-8	-46
Provisions pour perte de change	-85	16	45
Ecart de conversion	50	11	-5
Différences de change	154	19	-6
Résultat financier net	85	-58	-161

Note 14. Charges d'impôts

(en milliers d'euros)	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
Impôts exigibles			3
Impôts différés	-158		209
Autres Impôts (CVAE...)	-77		
Total	-235	191	212

En France, la loi de finance pour 2010 a introduit un nouvel impôt : la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE). Par cohérence avec le traitement des impôts analogues au sein du Groupe, la CVAE a été qualifiée par le groupe d'impôt sur le résultat au regard de la norme IAS 12. En conséquence elle est comptabilisée en « Charges d'impôts »

Note 15. Secteurs opérationnels

En ce qui concerne les actifs et passifs non affectés par secteur d'activité, il convient de se reporter aux remarques formulées dans les principes comptables au paragraphe secteurs opérationnels (IFRS 8).

Résultats sectoriels par activité

	30/06/2010			30/06/2009			31/12/2009		
	Boutiques	Diffusion	Total	Boutiques	Diffusion	Total	Boutiques	Diffusion	Total
Produits sectoriels	6 287	8 138	14 425	5 758	9 811	15 569	11 513	18 728	30 241
Résultat sectoriel	843	810	1 648	-68	1 139	1 071	-403	2 430	2 027
Charges non affectées			-1 273			- 1334			- 2 620
Résultat opérationnel courant			380			-264			- 593
Autres produits et charges opérationnels						-92			216
Résultat opérationnel			380			-356			-377
Résultat financier net			85			-58			- 161
Charges d'impôts			-235			191			212
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession			230			-223			-326
Résultat net d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession									
Résultat net			230			-223			-326

Note 16. Produits des activités courantes par zone géographique

	30 juin 2010	%	30 juin 2009	%	31 décembre 2009	%
France	7 876	55%	7 593	49%	15 333	51%
Europe hors France	1 791	12%	2 085	13%	4 018	13%
USA / Canada	875	6%	898	6%	1 941	6%
Pays de l'Est	2 364	16%	2 886	19%	6 044	20%
Asie / Pacifique	566	4%	938	6%	1 512	5%
Afrique / Moyen-Orient	940	7%	1 158	7%	1 360	4%
Autres	14	0%	10	0%	27	0%
Total	14 425	100%	15 569	100%	30 235	100%

Note 17. Etat du résultat global

A l'exception des résultats sur cessions de titres Barbara Bui qui ne font pas partie des éléments à présenter dans l'état du résultat global, aucun autre retraitement n'est affecté directement en capitaux propres. C'est pourquoi il n'existe aucun écart entre résultat net et résultat global total.

Note 18. Effectifs et salaires

Effectif moyen	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
Barbara Bui SA	117	132	122
Filiales	12	14	12
Total	129	146	134

Salaires et charges (en milliers d'euros)	30 juin 2010	30 juin 2009	31 décembre 2009
Barbara Bui SA	3 359	3 434	6 703
Dont réserve spéciale de participation Filiales	245	264	486
Total	3 604	3 698	7 189

Ni le résultat de l'exercice 2009, ni celui du 1^{er} semestre 2010 de la société Barbara Bui SA n'ont permis d'affecter un montant à la réserve spéciale de participation, en application des dispositions légales.

Note 19. Rémunération des dirigeants mandataires sociaux

En euros	1 ^{er} semestre 2010		1 ^{er} semestre 2009		Exercice 2009	
	dus	versés	dus	versés	dus	versés
Monsieur William Halimi Président directeur général						
Rémunération fixe	78 600	78 600	80 600	80 600	159 200	159 200
Rémunération variable	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Rémunération exceptionnelle	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Jetons de présence	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Avantages en nature logement	11 400	11 400	11 400	11 400	22 800	22 800
Avantages en nature véhicule					6 000	6 000
Total	90 000	90 000	92 000	92 000	188 000	188 000

Comptes Consolidés 1^{er} semestre 2010

En euros	1 ^{er} semestre 2010		1 ^{er} semestre 2009		Exercice 2009	
	dus	versés	dus	versés	dus	versés
Madame Barbara Bui Directeur général délégué						
Rémunération fixe	72 600	72 600	74 600	74 600	147 600	147 600
Rémunération variable	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Rémunération exceptionnelle	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Jetons de présence	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Avantages en nature logement	2 900	2 900	17 400	17 400	34 800	34 800
Avantages en nature vêtements					6 000	6 000
Total	75 500	75 500	92 000	92 000	188 000	188 000

Les dirigeants du groupe Barbara Bui n'ont reçu aucun jeton de présence au cours du 1^{er} semestre 2010.
Il n'existe pas de plan d'options de souscription ou d'achat d'actions au sein du groupe Barbara Bui.
Il n'existe pas de plan d'actions de performance au sein du groupe Barbara Bui.

Note 20. Rémunération du comité de direction

Le comité de direction du groupe Barbara Bui est composé de 8 membres assurant les fonctions de direction générale, direction artistique, direction administrative et financière, direction de production, direction commerciale (wholesale et retail) et direction de la communication.

Les fonctions rémunérées en 2010 et le nombre de membres du comité de direction n'ont pas changé par rapport à l'exercice 2009.

Rémunérations brutes (en euros)	1 ^{er} semestre 2010	1 ^{er} semestre 2009	Exercice 2009
	420 970	459 531	937 241

Note 21. Risques de marché

Risques actions

L'assemblée générale du 28 juin 2010 a décidé de renouveler la mise en œuvre du programme de rachat d'actions votée par l'Assemblée Générale du 29 juin 2009 pour une période de 18 mois.

Pour la mise en œuvre de ce contrat, 100 000 euros sont affectés au compte de liquidité depuis le 29 octobre 2007.

Les seules actions détenues par le groupe sont des actions Barbara Bui détenues dans le cadre de ce contrat de liquidité. Au 31 décembre 2009, le groupe détenait 1 785 actions valorisées à 14,75 € soit 26 K€ euros, comptabilisées en déduction des capitaux propres consolidés. Au 30 juin 2010, le groupe détenait 2 161 actions valorisées à 13,79 € soit 30 K€, comptabilisées en déduction des capitaux propres consolidés.

Note 22. Parties liées

Aucune autre transaction entre parties liées n'est intervenue au cours du 1^{er} semestre de l'exercice 2010.

Note 23. Passifs éventuels

A la date d'arrêté des comptes, il n'existe pas, à la connaissance du groupe, de passif éventuel susceptible d'avoir une influence significative sur l'activité, la situation financière, les résultats et le patrimoine du groupe.

Note 24. Événements postérieurs à la clôture

Néant

4 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE (PERIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUN 2010)

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 I du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société BARBARA BUI, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 2.1 de l'annexe qui recense les nouveaux textes publiés par l'IASB et d'application obligatoire en 2010,
- la note 2.2 de l'annexe qui expose l'application de l'amendement IAS 38.

2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly-sur Seine, le 13 septembre 2010

Les Commissaires aux Comptes

FT AUDITS & ASSOCIES DELOITTE & ASSOCIES

Patrick FRANCO

Michel SELLIER

5 DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 13 septembre 2010

William Halimi
Président Directeur Général